

**ALI BENFLIS ÉCRIT À AHMED OUYAHIA :**

# «Ces propositions ne sont pas une réponse à l'aspiration démocratique»

**Ali Benflis a adressé une lettre à Ahmed Ouyahia dans laquelle il explique les raisons de son refus de participer au processus de concertation sur l'amendement de la Constitution. Le candidat à l'élection du 17 avril précise au directeur de cabinet de la présidence de la République que les propositions de Abdelaziz Bouteflika ne sauraient être «une réponse à l'aspiration démocratique de la société algérienne».**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Homme de loi, Ali Benflis s'est donc astreint au respect du principe du «parallélisme des formes». La lettre qu'il a adressée, lundi, à Ahmed Ouyahia est une réponse à la correspondance que ce dernier a jointe aux propositions d'amendements de la Constitution. Franc et courtois, Benflis n'a cependant pas cité une seule fois le nom d'Ouyahia. D'ailleurs, il a adressé cette lettre non pas au directeur de cabinet du président de la République mais au «directeur de cabinet de la présidence de la République». La différence est importante puisque, pour Benflis, Abdelaziz Bouteflika ne jouit d'aucune légitimité. «J'ai l'honneur d'accuser bonne réception de votre envoi par lequel vous m'avez rendu destinataire de propositions de révision constitutionnelle. Je vous remercie pour la délicatesse de votre initiative. Ces propositions ont retenu toute mon attention. Elles ont fait l'objet, de ma part,

d'un examen approfondi, scrupuleux et responsable. Cet examen a obéi au sens élevé du service de notre pays auquel je me sens toujours soumis dès lors que sont en cause ses intérêts supérieurs et ceux de notre peuple. Cet examen a obéi, aussi, aux impératifs que dicte la gravité particulière de la situation politique à laquelle nous sommes confrontés. Cet examen a obéi, enfin, à la nature et à la spécificité des conditions devant être, selon moi, réunies pour permettre que soit surmontée cette situation éprouvante et dommageable pour la Nation», écrit-il. Il explique, en outre, qu'il a tenu à vérifier si les propositions qui lui ont été adressées «servent l'ordre démocratique, l'Etat de droit, la bonne gouvernance et la société des libertés» ; «s'inscrivent dans la perspective réelle d'un règlement de la crise de régime» et «s'insèrent avec sincérité et résolution dans une logique de traitement direct et effectif des deux problé-

matiques fondamentales dont cette crise tire son essence et ses manifestations, en l'occurrence, les problématiques de la légitimité et du fonctionnement des institutions de la République». Mais il semble que les mesures inscrites dans le projet d'amendements ne répondent à aucun de ces critères. «Mesurées à l'aune de ces critères, les propositions de révision constitutionnelle suscitent, à l'analyse, des sentiments de surprise et de frustration tant par la démarche adoptée et par la méthode utilisée que par leur contenu intrinsèque. Ces propositions ne sont pas une réponse à l'aspiration démocratique qui s'est enracinée dans notre société. Elles ne vont pas dans le sens de l'édification d'un Etat de droit. Elles ne s'assignent pas l'objectif d'élargissement des espaces de droits et de libertés. Et, par-dessus tout, elles éludent la crise de régime véritable à laquelle le pays est confronté».

Ainsi, les amendements élaborés par la présidence «occultent plus cette crise qu'elle ne la traite». «Le moment ne me semble pas être celui de l'évitement de la nature et des causes véritables de cette crise au moyen d'artifices constitutionnels qui seront sans effet sur elle. De toute évidence, ce à quoi le pays fait face n'est pas une crise

constitutionnelle mais bien la crise d'un régime politique. En mon âme et conscience, j'ai la profonde certitude qu'un diagnostic erroné ne peut produire qu'une médication elle-même aussi erronée». Benflis réitère enfin son intention de ne pas participer à une initiative dont il ne partage «ni les analyses, ni les méthodes, ni les buts».

T. H.

## **L'AGREMENT DE SON PARTI FAIT L'OBJET D'ENTRAVES ADMINISTRATIVES**

### **Karim Tabbou soupçonne un deal entre le FFS et le pouvoir**

**Karim Tabbou refuse que l'agrément de son nouveau parti l'UDS fasse l'objet de marchandage entre le FFS et le pouvoir.**

Dans une conférence de presse organisée hier, à Alger, le porte-parole de l'Union démocratique et sociale, Karim Tabbou, a dénoncé des entraves administratives qui se traduisent par l'empêchement de plusieurs réunions de son parti dans différentes wilayas du pays. Il citera, entre autres, les wilayas de Bordj Bou-Arréridj, Béjaïa et Annaba.

Ayant fait la demande d'agrément en mars 2013, il a reçu le récépissé de dépôt au mois d'août de la même année. De ce fait, l'UDS a, depuis, un délai d'une année pour tenir son congrès constitutif. A trois mois de l'expiration du délai, c'est l'agrément de son parti qui est en jeu. Il soupçonne ouvertement que ces entraves administratives sont liées aux négociations entre le FFS et le pouvoir. «Si le pouvoir a l'intention de faire entrer le FFS dans le gouvernement tout comme d'autres pôles politiques nouveaux pour donner une légitimité à leur démarche, nous refusons que le dossier de l'UDS fasse l'objet d'un gage de bonne volonté du système envers un certain parti politique», martèle-t-il.

En clair, Karim Tabbou qui soupçonne un deal entre le FFS et le pouvoir refuse que son parti fasse l'objet de marchandage. Enfin, le porte-parole de l'UDS affirme qu'il a été contacté par la Coordination nationale, pour la transition démocratique pour éventuellement prendre part à la conférence nationale du 7 juin. Il ne manquera pas au passage de saluer leur démarche, estimant que le fait de pouvoir s'entendre sur un principe malgré les divergences politiques des uns et des autres est une grande avancée pour le changement.

Mehdi Mehenni

## **LE RÉGISSEUR GÉNÉRAL MET FIN À SES JOURS**

### **Suicide au consulat d'Algérie à Lyon**

Le régisseur du consulat d'Algérie à Lyon, en France, Belmokhtar Mohamed Amokrane, 58 ans, a mis hier fin à ses jours. Des sources consulaires affirment que le défunt s'est récemment vu notifier son rappel à Alger.

Dans les couloirs du ministère des Affaires étrangères on évoque également une mise à la retraite qu'il n'a pu supporter. «Il avait demandé une prolongation d'une année pour son poste à Lyon, afin que ses filles puissent achever leurs études. Ce qui lui avait été refusé», soulignent nos sources.

M. M.

## **RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES**

# Bouteflika annonce son plan quinquennal 2015-2019

**Abdelaziz Bouteflika a présidé, hier mercredi, une réunion du Conseil des ministres, la deuxième depuis sa reconduction à la tête de l'Etat le 17 avril dernier. Une réunion consacrée, comme annoncé précédemment, à l'examen et à l'approbation du plan d'action du nouveau gouvernement de Abdelmalek Sellal. Un plan d'action ou programme du gouvernement que Sellal présentera prochainement devant le Parlement.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Ce programme s'articulera, comme les précédents sous Sellal, sur certains axes fondamentaux comme la relance de l'industrie, de l'agriculture, de l'énergie, mais aussi sur «le développement et l'investissement dans les ressources humaines» c'est-à-dire dans l'éducation, l'enseignement supérieur et la formation.

Selon le communiqué de la présidence de la République, il est également question de pré-

voir «une prise en charge diligente et appropriée des attentes de la population en matière de logement, de santé, d'emploi et de qualité de vie».

Le communiqué annonce aussi la poursuite des réformes du «service public», du «système bancaire et financier», entre autres. A ce propos, le Conseil des ministres annonce la révision de la loi sur l'état civil prévoyant moins de tracasseries bureaucratiques, et une informatisation généralisée. Cette loi, demeurée

en l'état depuis 1970, relèvera, par ailleurs, l'âge légal de la majorité à 19 ans. Et puis, comme depuis 1999, une bonne part de l'action du gouvernement sera consacrée à la poursuite des investissements publics dans les réalisations des infrastructures de base. Le gouvernement Sellal devrait toutefois mener, en parallèle, un nouveau programme quinquennal, 2015-2019, le quatrième du genre depuis l'accession de Bouteflika au pouvoir. Selon le même communiqué, Bouteflika a donc chargé le gouvernement de préparer minutieusement ce programme qui, «à l'issue du programme 2010-2014 en cours d'exécution, définira les ressources financières nécessaires à l'exécution du plan d'action du gouvernement». Certainement en raison des

grosses affaires de corruption qui ont parfois terni tous les programmes similaires depuis 1999, le communiqué précisera, à plusieurs reprises, que Bouteflika avait insisté sur la nécessité d'éviter «les erreurs du passé» de même que sur «la moralisation de la vie publique».

Bouteflika enjoint aussi au gouvernement de présenter, désormais, un bilan annuel de ses activités, notamment s'agissant de l'exécution de son programme, devant le Conseil des ministres. Plusieurs autres questions ont été abordées en Conseil des ministres, hier, comme l'examen et l'approbation de la décision prise en pleine campagne électorale, relative à la réduction de la durée du service nationale qui sera désormais de 12 mois.

K. A.

## **SESSION ORDINAIRE CE VENDREDI DU CONSEIL NATIONAL DU RCD**

# La transition démocratique à l'étude

**Le RCD tient ce vendredi la septième session de son Conseil national. Un rendez-vous politique important de par la conjoncture du pays faite d'une intense activité dont le parti est l'un des acteurs les plus actifs.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Il s'agira, en effet, pour cette instance souveraine entre deux congrès du parti, de débattre de la situation générale du pays comme d'ailleurs c'est retenu dans l'ordre du jour de ce conclave.

Une situation dont les retombées des élections présidentielles du 17 avril écoulé que la

même instance a décidé de boycotter lors de sa dernière session seront passées au crible, avec, notamment l'offre de concertations du président de la République autour de son projet de Constitution consensuelle à propos de laquelle le Conseil national ne fera, à coup sûr, qu'entériner la position, déjà clairement affichée par le président du parti, Mohcine Belabbas.

Soit le refus de l'invitation qui lui a été faite, le parti étant impliqué dans une toute autre démarche, celle menée de concert avec d'autres partis et l'ancien chef de gouvernement, Ahmed Benbitour, dans le cadre de la Coordination nationale des partis et personnalités ayant boycotté la présidentielle écoulée, qui s'est muée peu après en Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique. Cette démarche à laquelle ils ont auparavant donné leur quitus, les

membres du Conseil national du RCD ne manqueront certainement pas de l'évaluer et de l'apprécier. Mais toute remise en cause de cette ligne semble être exclue même si des grincements de dents se sont fait entendre ici et là parmi notamment les centres «périphériques» du parti au sujet des conciliabules engagés avec des partis de la mouvance islamiste et notamment la rencontre avec deux figures du parti dissous. Ce à quoi, aussi bien le président du parti que ses cadres dirigeants ont rétorqué que ce qui est mené dans le cadre de la CNLTD est loin de constituer un quelconque reniement de la ligne du parti, la phase actuelle nécessitant la redéfinition des règles du jeu politique autres que celles prévalant jusqu'ici. Preuve en est la plate-forme politique adoptée, avant-hier, par ladite coordination, expurgée de toute référence idéologique, se limitant à traiter des mécanismes d'un jeu démocratique sain où les principes de ce dernier seront respectés par tout le monde.

M. K.

## **CONFÉRENCE DE LA CNLTD**

### **Ça sera le 10 juin**

La Conférence nationale pour la transition de la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (CNLTD), prévue initialement pour le 7 juin, est décalée au 10 juin. Ce décalage est occasionné par l'indisponibilité de salles à la date prévue initialement.